

Questions orales

LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, sauf erreur, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a rencontré aussi les représentants de cette compagnie pour discuter de la participation financière du gouvernement fédéral à un tel projet. Le ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale pourrait-il nous dire si le gouvernement songe à financer des études écologiques et autres à ce propos et s'il échange des renseignements sur ce projet avec le gouvernement de Terre-Neuve?

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je vais prendre avis de la question et je la porterai à l'attention du ministre qui fournira une réponse au député.

* * *

LES FINANCES

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A L'INTENTION DE RENCONTRER CERTAINS GROUPES

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, je désire poser ma question au ministre d'État (Finances).

Dans le programme du gouvernement de révision de la fiscalité, vous avez certainement l'intention de rencontrer des groupes représentatifs des Canadiens.

Est-ce que vous avez inscrit dans votre agenda des groupes de la province de Québec, tels que, par exemple, le Conseil du patronat, le Groupement québécois d'entreprises, la Chambre de commerce de Montréal? Et s'ils sont inscrits, quand entendez-vous les rencontrer?

M. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, j'aimerais assurer l'honorable député que nous allons rencontrer plusieurs regroupements du Québec dont, entre autres, le Mouvement Desjardins, le Conseil du Patronat et la Confédération des syndicats nationaux.

* * *

LES SCIENCES SOCIALES

LES SUBVENTIONS FÉDÉRALES

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre d'État aux Finances. Le gouvernement a demandé aux conseils de recherche de faire davantage appel au secteur privé pour leur financement et a institué une formule de subvention à participation égale, mais il existe deux poids, deux mesures entre les organismes de subvention. Quelle réponse alambiquée le ministre peut-il donner pour justifier que des crédits d'impôt s'appliquent aux dons en

faveur des sciences naturelles et médicales, mais non des sciences sociales et humaines? Le gouvernement veut-il nous dire que les sciences humaines ont tout simplement peu d'importance?

L'hon. Thomas Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, les prémisses de la question ne sont certainement pas acceptables. De fait, le gouvernement a accru sensiblement ses subventions à tous les conseils. Il est vrai que la formule de participation varie, mais la contribution totale augmentera très considérablement. Cela devrait être évident pour tous les députés.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État, qui est responsable du financement du Conseil de recherches en sciences humaines. Comment une personne honnête et juste comme le ministre peut-elle continuer à servir un gouvernement dont l'attitude est si manifestement méprisante et injuste à l'égard de la recherche, et notamment de la recherche en sciences humaines?

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, j'ai rencontré ce matin le président du Conseil de recherches en sciences humaines. Il appuie le gouvernement, tout comme devrait le faire le député, à mon avis.

* * *

[Français]

LE TRAVAIL

LE PROGRAMME D'ADAPTATION DES TRAVAILLEURS ÂGÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, je désire poser ma question au ministre du Travail.

Le Programme d'adaptation des travailleurs étant terminé depuis le mois d'août dernier, et comme l'a annoncé le ministre des Finances dans son dernier Budget, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelle initiative il a prise et où en sont les négociations avec les provinces concernant la mise sur pied du nouveau Programme PATA, lequel est censé améliorer et assouplir les critères d'admissibilité audit programme pour les travailleurs âgés, notamment dans le secteur du textile, du vêtement et de la chaussure?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre du Travail): Monsieur le Président, comme je l'ai indiqué la semaine dernière à la Chambre, effectivement, 125 millions de dollars ont été désignés pour ce Programme. J'ai personnellement rencontré tous mes homologues provinciaux à ce sujet. Les négociations sont en cours entre nos différents fonctionnaires pour en venir à un programme pour tous les travailleurs âgés partout au Canada.